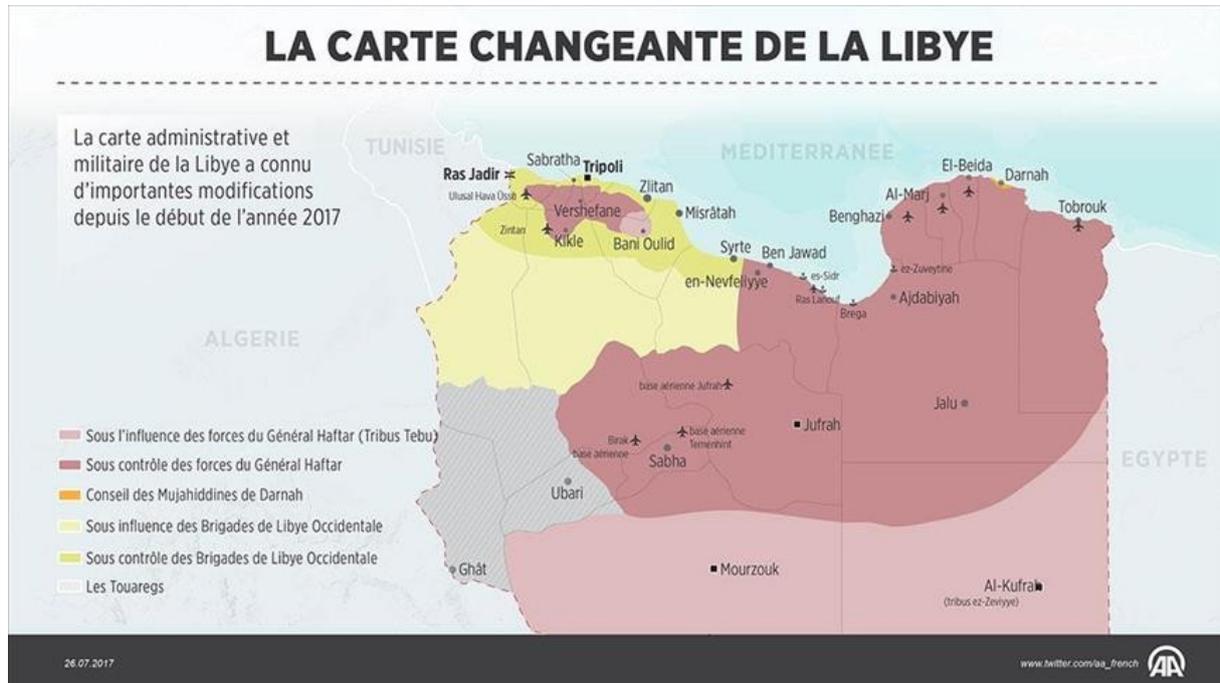


L'enlisement du conflit libyen et le rôle croissant de la Turquie (2/2)

Par [Rémi Carcèlès](#)

Publié le 14/08/2019 • modifié le 26/02/2020 • Durée de lecture : 9 minutes



Attaquées pour ne pas avoir prévu les conséquences qu'aurait leur intervention militaire en Libye contre le régime de Kadhafi en 2011, les puissances occidentales ne peuvent rien faire pour empêcher la situation d'empirer en 2014. L'escalade de la violence s'illustre tout d'abord par l'affrontement de milices ennemies pour le contrôle de l'aéroport de Tripoli et le contrôle des ressources pétrolières dans la province orientale, puis par le fait que la même année les Emirats arabes unis et l'Égypte s'unissent pour bombarder la capitale où les affrontements entre rebelles sont de plus en plus violents (1). La guerre s'internationalise à nouveau en Libye, et la Turquie entend dès lors continuer à y défendre ses intérêts économiques et la présence de ses ressortissants issus du passé ottoman de ce territoire.

Une inscription du conflit dans la durée

Historiquement présente en Tripolitaine, la Turquie concentre toujours au lendemain de la chute de Kadhafi l'ensemble de ses ressortissants et de ses activités économiques dans cette région occidentale de la Libye en proie aux milices et au développement des branches proches de Daech, principalement dans les villes de Misrata et de Syrte. En 2016, la communauté internationale se décide à soutenir la création d'un Gouvernement d'Union nationale reconnu à la fois par Tripoli et Tobrouk (2), à même de lutter contre Daech et le trafic migratoire. Difficilement investie depuis la Tunisie, et soutenue par les États-Unis, la France, le Royaume-Uni, l'Italie et l'Allemagne, cette coalition menée par Fayez el-Sarraj finit par s'imposer à Tripoli (3) et dans tout l'ouest du pays, mais peine à reprendre les poches rebelles et djihadistes de Misrata puis Syrte malgré l'aide militaire occidentale. Cette faiblesse pousse de nouveau l'assemblée législative, toujours réfugiée à Tobrouk, à repousser son vote de confiance à ce Gouvernement d'Union nationale pour finalement le refuser suite à la promulgation de son propre organe exécutif, diffusant sa propre monnaie (4) et dirigé par le

Maréchal Haftar. Alors que Daech continue de se renforcer en étendant sa présence dans tout le golfe de Syrte, la ville de Misrata, fief principal des Kouloughlis soutenus par la Turquie, se décide finalement à reconnaître le pouvoir de Favez el-Sarraj en échange de postes gouvernementaux (5). Renforcée par ce ralliement, et appuyée sur le terrain par les forces spéciales britanniques, la coalition parvient finalement à reconquérir la ville de Syrte d'où elle espère reprendre l'exploitation et la vente de pétrole sur la Méditerranée (6), en repoussant les djihadistes dans les terres.

Cependant, si la menace terroriste a diminué, c'est au tour des forces du Maréchal Haftar, constituées de la plus grande partie des restes de l'Armée Nationale libyenne de représenter une menace militaire conséquente pour Tripoli, mais également une menace économique et commerciale puisque plusieurs terminaux pétroliers de la côte orientale du pays ont également été repris par les forces du gouvernement de Tobrouk (7) qui compte lui aussi sur les revenus liés aux ressources énergétiques pour financer sa lutte. A nouveau menacé par le pouvoir des milices à Tripoli (8), le Gouvernement d'Union nationale peine toujours autant à s'imposer (9) malgré le soutien tactique et politique des Occidentaux, et voit ses forces épuisées par cette lutte permanente pour le contrôle du territoire. Misrata, la troisième ville du pays, se révèle en plus jouer à un double-jeu en soutenant les milices rebelles opposées à Favez el-Sarraj dans Tripoli, tout en s'alliant à ses forces dans les combats contre les tribus et les forces du Maréchal Haftar dans le sud du pays et autour des structures pétrolières bientôt toutes contrôlées par Tobrouk (10). Cette mainmise sur le secteur énergétique du nouvel homme fort de l'est du pays le pousse à signer un premier cessez-le-feu en mai 2017 avec Favez el-Sarraj, suite à leur première rencontre organisée aux Emirats arabes unis (11). Or, cet accord sera bafoué par Misrata, qui semble de plus en plus suivre ses propres objectifs, à travers l'attaque d'un poste avancé des forces d'Haftar aux portes du désert près de Sebha, dans le sud du pays (12).

Dénonçant cette trahison de son allié, le Gouvernement d'Union nationale ne peut cependant empêcher la reprise des hostilités et la contre-attaque des hommes du Maréchal qui vont finir par s'emparer de la ville de Benghazi à l'est, ancienne capitale de la Cyrénaïque. Alors qu'un nouvel envoyé spécial est nommé par l'ONU fin juin, les leaders des deux camps acceptent à nouveau de se rencontrer, en France cette fois, pour se mettre d'accord sur un nouveau traité de paix ainsi que sur un projet de constitution (13). Les deux protagonistes rentrés chacun dans leur camp respectif, le calme semble être enfin revenu sur la Libye. Si la menace terroriste a été affaiblie, elle est cependant toujours présente et continue de s'appuyer notamment sur les ressources liées aux contrôles des voies migratoires vers l'Europe, et plus particulièrement l'Italie. Reposant toujours autant sur les milices, le pouvoir d'el-Sarraj est marqué par d'importantes divisions internes qui l'empêchent de tenir une politique cohérente au vu des liens de certains de ces groupes avec les trafiquants, voir les djihadistes. Plus autoritaire et discipliné, le camp du Maréchal Haftar s'impose dès lors dans l'imaginaire comme la seule force à même de ramener la stabilité dans le pays, face aux faiblesses du Gouvernement d'Union nationale. Les puissances internationales, fatiguées de ce conflit qui n'en finit plus, commencent alors à soutenir discrètement le combat de l'Armée Nationale libyenne en vue des élections présidentielles prévues fin 2018 suite à une ultime rencontre des belligérants à Paris, en mai de cette même année (14). S'inquiétant de cette intervention politique étrangère qui semble changer de camp, les milices reprennent le combat à Tripoli (15) et autour des installations pétrolières. Afin d'asseoir sa légitimité au regard de la communauté internationale, le Maréchal Haftar s'engage alors, avec le soutien de la France, dans la conquête du sud libyen où les djihadistes sont réfugiés dans le désert. En profitant pour mettre au pas les tribus de la région, l'Armée Nationale libyenne s'empare également du

principal champ pétrolier du pays (16). Malgré une nouvelle rencontre à propos des élections entre les deux principaux protagonistes du conflit à Abu Dhabi fin février 2019 (17), le gouvernement de Tobrouk - désormais soutenu par la Russie en plus des Etats-Unis, de la France, de l’Egypte et des Emirats arabes unis - semble se diriger vers une victoire décisive dans le conflit en se rapprochant de Tripoli (18).

Une nouvelle « proxy-war » dans la région

Cette offensive est annoncée comme une possible fin du conflit en Libye dont le territoire serait désormais entre les mains d’un seul homme à même d’unifier le territoire comme c’était le cas avant les Printemps arabes. Cette possibilité rappelle dès lors l’issue de la contre-révolution en Egypte avec le retour des militaires au pouvoir en 2013, d’autant que la figure personnifiant cette réaction au Printemps du Caire, le Maréchal al-Sissi, désormais Président de la République égyptienne, fut l’un des premiers à soutenir le camp du Maréchal Haftar basé à proximité de la frontière entre les deux pays.

Or, cette solution du retour à la normale ne plaît pas à un autre acteur majeur de la région qui a soutenu les rebelles, notamment islamistes : la Turquie. Plus que jamais isolé diplomatiquement au Proche et au Moyen-Orient, puis voyant ses ambitions défaites en Syrie, le pouvoir turc ne compte pas voir sa stratégie géopolitique une nouvelle fois mise à mal en Libye. Alors que les tensions s’accumulent déjà avec Le Caire à propos des enjeux gaziers en Méditerranée (19) et au sujet de la mort de l’ex-Président Morsi (20), Ankara a en effet récemment décidé de renforcer son soutien militaire au Gouvernement d’Union nationale (21). Cet interventionnisme assumé s’illustre par la présence de matériel ainsi que de conseillers militaires turcs au côté des forces armées loyales à Favez el-Sarraj, et fait de la Libye un nouvel exemple de guerre par procuration, ou proxy war, dans cette partie du monde. Ce type de conflit désigne une guerre en apparence civile opposant des factions issues du même pays sur leur territoire national, mais qui obéit en réalité aux intérêts propres de puissances étrangères qui financent, arment et appuient chacune de ces factions ennemies (22). Ce type particulier de conflit s’est vu pendant la Guerre Froide avec les guerres de Corée (1950-1953), du Vietnam (1955-1975) ou encore d’Afghanistan (1979-1989). Ainsi, en Libye, ce ne sont pas les tribus nomades du sud désertique qui affrontent les milices loyalistes de la coalition de Favez el-Sarraj, elles-mêmes opposées aux forces de l’Armée Nationale libyenne, mais en quelque sorte l’ensemble des puissances étrangères soutenant ces camps qui essaient de s’affaiblir mutuellement à travers cet affrontement. Si le consensus international qui semblait régner depuis quelques semaines autour du camp du Maréchal Haftar avait pu démentir cette tendance actuelle des relations internationales, le fait est que l’imposition de la force militaire turque au côté du Gouvernement d’Union nationale de Tripoli a changé la donne et a également poussé les autres puissances à révéler toute l’importance de leur rôle dans le conflit.

En ayant récemment mené une contre-offensive victorieuse contre un avant-poste de l’Armée Nationale libyenne, les forces loyalistes aidées par la Turquie ont en effet repoussé l’issue attendue par le reste de la communauté internationale, et prouvent de ce fait les limites de la puissance militaire du Maréchal Haftar. Les forces de ce dernier ont réagi à cette attaque par un nouveau bombardement aux environs de la capitale, durant lequel un centre abritant des migrants reconduits en Libye par les autorités maritimes européennes a été touché, coûtant de nombreuses vies (23).

Conclusion

La Libye est créée par la fusion de trois entités différentes suite à la colonisation italienne, unifiée par la dynastie Senoussi, puis sous le colonel Kadhafi suite à l'indépendance obtenue en 1951. Après la mort de ce dernier "guide", aucune force ne paraissait à même de reprendre le rôle de pilier de la nation, et l'ancienne division territoriale précédant l'unification de la Libye est alors apparue sur les différentes cartes relatant les combats. S'appuyant sur la doctrine "néo-ottomaniste" (23) qui l'anime depuis son arrivée au pouvoir en Turquie dès 2002, le parti AKP a défendu l'ancienne province ottomane et les intérêts de ses ressortissants qui y résident. Cette stratégie prônant ce modèle civilisationnel sur la scène internationale s'est également exprimée depuis 2011 en Syrie et en Egypte, avant d'y subir de récentes désillusions. La Libye est dès lors apparue comme la dernière possibilité pour le gouvernement de Recep Tayyip Erdogan de démontrer la viabilité de sa géopolitique appliquée aux Printemps arabes. Faisant fi de son isolement face aux puissances occidentales (Etats-Unis, France), régionales (Egypte, Arabie saoudite et Emirats arabes unis) et à la Russie, la Turquie semble donc aujourd'hui tout miser sur ce théâtre d'affrontement pour imposer sa puissance. Pour une fois appuyée par la légitimité internationale incarnée par l'ONU, Ankara s'implique sur le champ de bataille, comme le prouve la récente reprise du camp de base à Gharyan des forces du Maréchal Haftar dans le cadre de la bataille de Tripoli (24). Cette victoire du camp loyaliste allié de la Turquie pointe toutes les limites du projet désormais soutenu par la plupart des grandes puissances et qui risque d'inscrire la crise libyenne dans la durée.

Notes :

- (1) "Libye : Tripoli sous la menace d'une explosion catastrophique", Le Monde, 28 juillet 2014. "Libye : les Emirats arabes unis et l'Egypte accusés d'avoir mené des raids contre des islamistes", Francetv, 26 août 2014.
- (2) "Une majorité de députés exprime son soutien au gouvernement d'union en Libye", L'Orient-Le Jour, 26 août 2014.
- (3) BOBIN, Frédéric. "Climat de tensions à Tripoli après l'arrivée du gouvernement d'union nationale", Le Monde, 31 mars 2016.
- (4) "Libye : trois gouvernements, deux banques centrales et désormais deux monnaies", RFI, 27 mai 2016.
- (5) CHEMALI, Alain. "Libye : après les affrontements de Tripoli, Favez al-Sarraj remanie", France TV, 8 octobre 2018.
- (6) "La Libye proclame officiellement la libération de Syrte", BFM, 17 décembre 2016. DUMAS, Maryline. "Le croissant pétrolier de Syrte au coeur des rivalités", Tribune de Genève, 19 mars 2017.
- (7) MIHAMLE, David. "Haftar s'empare du gros du pétrole libyen", Africanews, 12 février 2019.
- (8) D'ALANÇON, François. "En Libye, Tripoli sous la menace des milices", La Croix, 17 janvier 2019.
- (9) LE RALLEC, Oksanna. "Libye : le gouvernement d'union nationale suscite toujours la méfiance", Le Point, 26 août 2016.
- (10) DUMAS, Maryline. "Libye : combats à Tripoli et dans le bassin pétrolier", Le Figaro, 15 mars 2017.
- (11) "Crise libyenne : Favez al-Sarraj et Khalifa Haftar se mettent d'accord", RFI, 2 mai 2017.
- (12) "Libye : une attaque contre une base militaire fait 141 morts", Le Point, 20 mai 2017.
- (13) MACE, Célian. "Macron s'offre un coup diplomatique en réunissant les frères ennemis libyens", Libération, 25 juillet 2017.
- (14) "Libye : accord à Paris sur des élections le 10 décembre", L'Orient – Le Jour, 29 mai

2018.

- (15) NIGRO, Vincenzo. "A Tripoli, la trêve entre milices n'est qu'une illusion", La Repubblica, 10 septembre 2018.
- (16) POLETTI, Ariane. "Libye : le maréchal Haftar avance dans le sud-ouest et inquiète Tripoli", Jeune Afrique, 8 février 2019.
- (17) "En Libye, les pouvoirs rivaux se mettent d'accord pour organiser des élections", AFP, 28 février 2019.
- (18) D'ALANÇON, François. "Tripoli, le nerf de la guerre", La Croix, 23 janvier 2019.
- (19) SAIED, Mohamed. "Is new energy league an alliance against Ankara ?", Al-Monitor, 24 janvier 2019.
- (20) "Turkey to push for trial of Egypt government over Morsi death", Middle-East Monitor, 19 juin 2019
- (21) "Libye : pourquoi Ankara livre des armes à Tripoli", RFI, 3 juillet 2019.
- (22) En Syrie, c'est ainsi le gouvernement de Bachar el-Assad soutenu par les russes alliés aux iraniens qui a combattu les kurdes appuyés par les Etats-Unis et l'Union Européenne ainsi que les rebelles aidés par la Turquie. Et de même au Yémen où ce sont les rebelles houthis, épaulés par l'Iran, qui se battent contre les milices loyales à l'ancien pouvoir yéménite, armées par l'Arabie Saoudite et les Emirats arabes unis.
- (23) MARCOU, Jean. "Le néo-ottomanisme, clef de lecture de la Turquie contemporaine ?", Les Clés du Moyen-Orient, 4 mai 2012.
- (24) "Libye : contre-attaque des forces liées au GNA, les combats s'intensifient à Tripoli", RFI, 15 juillet 2019.

Bibliographie :

- ALBICHARY, Mohamed. Le cauchemar libyen, Lausanne, Favre Editions, 2011, 116 p.
- ALNUAIMY, Luqman. "Turkey and the Arab Revolution : Tunisia, Egypt and Libya", Turkey's role in EU energy security, University of Mosul, 2014.
- AYATA, Bilgin. "Turkish Foreign Policy in a Changing Arab World : Rise and Fall of a Regional Actor ?", Journal of European Integration, vol. 37, 2015, pp. 95-112.
- HAIMZADEH, Patrick. "Libye, les conditions de l'unité nationale", Le Monde diplomatique, vol. 690, 2011, p. 16.
- HAIMZADEH, Patrick. "Qui a gagné la guerre en Libye ?", Le Monde diplomatique, vol. 693, 2011, p. 9.
- HAIMZADEH, Patrick. "En Libye, ce n'est pas le chaos, c'est la guerre", Le Monde diplomatique, vol. 733, N°4, 2015, p. 13.
- KHELIFA, Kamel. "Des « printemps arabes » aux guerres par procuration", Le Soir d'Algérie, 12 mars 2018.
- KILIC, Seray. "Turkey and the responsibility to protect in Libya : deeds without words", in SANCIN, Vasilka ; Are we manifestly failing the R2P ?, University of Ljubljana, 2017.
- KRISTIANASEN, Wendy. "Le splendide isolement de la Turquie", Le Monde diplomatique, vol. 730, 2015, p. 12.
- LAGANE, Guillaume. "Premier bilan de la guerre de Libye", Commentaire, vol. 138, N°2, 2012, pp. 393-400.
- MARTEL, André. La Libye des Ottomans à Da'ech (1835-2016), Paris, L'Harmattan, 2016, 308 p.
- MARTINEZ, Luis. The Libyan Paradox, Columbia University Press, 2007.
- MINOUI, Delphine. Tripoliwood, Paris, Grasset Editions, 2011, 206 p.
- NAKAMURA, Yoko. "Turkey and the Arab Spring", in CAKMAK, Cenap & ÖZCELİK, Ali Onur ; The World Community and the Arab Spring, Basingstoke, Palgrave Macmillan, 2019.
- PING, Jean. "En Libye, le choix de la guerre", Manière de voir, vol. 143, N°10, 2015, pp. 88-

88.

SIAD, Arnaud. L'intervention en Libye : un consensus en Relations Internationales, Paris, L'Harmattan, 2014, 114 p.

TUR, Gérard. "Pierre Larcher : l'histoire bégaie en Libye", Econostrum, 16 mai 2019.